

S'adresser au bureau du journal de 10 heures du matin à 6 heures du soir.

REDACTION ET ADMINISTRATION

CALLE URUGUAY, n° 26

UNION FRANÇAISE

PETIT JOURNAL DU MATIN

MONTEVIDEO	CAMPAGNE
Un mois.....	\$ 1,00 or 1,20 cf
Trois.....	\$ 3,00 » 3,50 »
Six.....	\$ 5,50 » 7,00 »
Un an.....	\$ 10,00 » 13,50 »
Numéro du jour.....	\$ 0,08
» ancien.....	\$ 0,10

Les abonnements partent de 15 au 15 de chaque mois

Année V. N° 1239 - 1119

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO - Mercredi 26 Juin 1895

Le Palais du Sommeil

Paris, 24 Mai 1895.

A l'extrémité de la rue de Tournon, qui rappelle certaines rues si calmes de la ville d'Aix, le palais du Luxembourg dresse sa sombre façade, rempart de pierres noircies par le temps; mur cyclopéen, muraille de la Chine qui sépare l'empire des morts de la république des vivants. Là, viennent expirer la vie, le mouvement, les bruits du dehors. En dedans, les omnibus, les voitures, les restaurants, les boutiques; au delà, le calme, la solitude, l'engourdissement.

On passe sous une voûte obscure, porte de bastille où veillent des gardiens soupçonneux; on franchit une immense cour pavée où l'herbe pousse comme à Versailles, et, au fond, à droite, à gauche, se dressent, semblables à un tombeau, le palais du Sommeil. On ouvre une petite porte vitrée et l'on entre dans le domaine des ombres.

C'est d'abord un dédale de couloirs souterrains et obscurs, une sorte de labyrinthe dans une cave où le bruit des pas résonne lugubrement. Un froid glacial tombe des voûtes et vous enveloppe comme un manteau de plomb. Les échos ont des sonorités étranges et l'on cherche, sans les découvrir, quelque muet qui vous guide à travers ce funèbre sépulcre.

Un escalier de pierre, glacé et désert, conduit au premier étage et donne accès dans une galerie circulaire où le gaz brûle en plein midi. L'une de ses extrémités aboutit à la salle des séances et l'autre à un couloir mystérieux vaguement éclairé par la lueur crépusculaire qui tombe des carreaux dépolis du plafond. Des bustes se dressent le long des murs, semblables à des fantômes qui montent une éternelle et muette faction; ils donnent, à ce coin du palais, un air de cimetière.

Entre cette double rangée, des hommes très vieux, très cassés, très blancs, glissent sur de paisibles tapis, avec des gestes de somnambules; leur voix est un faible murmure et s'ils échauffent quelques mots au passage, c'est en rougissant à peine les lèvres, comme dans la chambre d'un malade. Deux ou trois dames, échouées mélancoliquement sur les banquettes de velours, complètent l'illusion: avec leurs toilettes sombres, la discrétion de leurs volles, le silence qu'elles s'imposent, la réserve de leur attitude, on les prendrait pour d'élégantes infirmières.

A deux pas, une salle immense, éclairée par de hautes fenêtres, décorée de peintures, d'incrustations, contraste étrangement avec ce caveau; mais là encore, les ombres se promènent lentement et ne causent entre elles qu'à voix basse. A l'un de ses bouts, des vieillards lisent ou écrivent; à l'autre les employés de la burette mêlent aux sirops rafraîchissants l'eau du Lézithé. C'est là qu'appelle la galerie des Fêtes, probablement par ironie.

On y rencontre des politiciens qu'on croyait morts depuis longtemps et qui le sont peut-être. Les revenants de l'Assemblée nationale y croisent quelques débris des Chambres défunctes, isolément ou par groupes, ils errent mélancoliques et parlent de choses très anciennes, oubliées des générations nouvelles et déjà entrées dans l'histoire. Quelques-uns portent des noms prédestinés, comme, par exemple, M. Caduc, de la Gironde.

Le duo d'André-Pasquier, autrefois si impétueux comme une charge de cavalerie, ressemble à Don Diègue. Le séduisant Marcel Barthe s'avance sur deux béquilles et salue M. Berthelot qu'on prendrait pour une vieille femme déguisée en homme. M. Dauphin, privé de sa couronne de cheveux rouges, cache avec M. Demôle qui s'avance avec de grands coups de collier et s'écroule dans un fauteuil.

M. Magnin, le beau Magnin rappelle Nestor M. Chesnelong n'est plus que l'ombre d'une ombre, et M. Tolain, dont la forte barbe verte-gris faisait autrefois l'admiration des tribunes, dont les allures de gendarme égayaient le milieu sévère et triste, a maintenant la gravité d'un bourgeois et l'air renfrogné d'un politicien en décalé avec son estomac. Le menuisier Girault, avec son nez puissamment pommettes rouges, ses deux touffes de cheveux blancs qui se hérissent au-dessus des tempes, fait penser à quelque clown d'un autre âge dont les jambes raidies se refusent au saut périlleux. M. Buffet s'incline comme la tour de Pise; M. Floquet bégaye des amertumes solitaires, et l'excellent M. Wallon ressemble au dieu de l'effarement.

D'imprévues métamorphoses causent au visiteur d'étranges surprises. Les hommes qu'on tenait, dans un état milieu, pour des quantités négligeables, se transforment en chefs de parti. Les utilités d'autrefois attelées maintenant à la hauteur des premiers rôles et l'on est tout surpris de voir mettre de grandes espérances sur ceux-là mêmes dont leurs meilleurs amis désespérèrent toujours.

A la Chambre, M. Desolier passait inaperçu; au Sénat, il compte, on le consulte comme un de ces médecins perspicaces dont le diagnostic n'est jamais en défaut; c'est presque un oracle.

M. Millaud, qui fut, paraît-il, ministre dans les temps préhistoriques, est regardé au Luxembourg, sans qu'on sache exactement pourquoi pour un de ces génies également supérieurs dans le conseil et dans l'action. Enfin M. Lelièvre, jadis député modeste et obscur, est devenu une de ces réserves précieuses qu'on fait donner au moment décisif pour assurer le gain de la bataille. Dans ce palais du Sommeil, on rêve même éveillé.

Mais que ces fantômes sont aimables! Aussitôt qu'un vivant se hasarde dans ces Champs-Élysées, les ombres se précipitent l'entourent, l'interrogent et l'accablent de mille politesses. On le conduit à la buvette, on lui offre des cigares, on lui reproche doucement la rareté de ses visites; il n'est genre de réduction qui ne soit mis en œuvre pour le retenir.

C'est charmant, car il règne, dans ce salon parlementaire, un ton de bonne compagnie qu'on ne retrouve pas ailleurs et les hommes distingués qui la peuplent sont véritablement le dessus du panier de notre monde politique.

PAUL BOSQ.

En l'honneur de Sadi Carnot

AU CERCLE DEMOCRATIQUE La France

La veillée organisée lundi soir au cercle démocratique «La France», pour commémorer, en son premier anniversaire, le douloureux événement qui ravit l'an dernier le président Sadi-Carnot à l'affection de la France, a eu tout l'éclat qu'on pouvait espérer.

Dès huit heures, on a vu affluer au local de la place l'Indépendance un grand nombre de français, des étrangers, des orientaux distingués, des officiers, des fonctionnaires publics, des délégués de différentes sociétés, centres sociaux, politiques, commerciaux ou purement mondains de cette capitale.

Nous manquerions à notre devoir et nous serions coupables vis à vis de ceux-là mêmes de nos amis que l'observation peut viser, si nous ne disions pas ici que certaines absentions ont cruellement contrasté avec l'empressement général. C'est surtout à ses amis qu'on doit la vérité.

Dans le salon, abondamment éclairé et patriotiquement orné d'étendards et de drapeaux, tous les sièges étaient occupés. Au premier rang se trouvaient un certain nombre de dames et de jeunes filles.

La conférence annoncée pour huit heures n'a pu être commencée qu'à neuf heures. On attendait monsieur le ministre de France, président d'honneur, à qui il a été impossible d'arriver plus tôt.

A l'heure dite, après quelques paroles émues de M. Bourcier Saint-Chaffray qui a remercié «La France» de son initiative et les assistants de leur empressement, avec cette chaleur communicative qui lui est propre, M. Boron Dubard a prononcé un discours de circonstance, rappelant quel loyal citoyen, quel gouvernant irréprochable avait été l'homme choisi pour victime par la barbarie anarchiste, et combien stupide en ses causes, combien décevant en ses résultats le crime de Caserio était resté.

Insistant sur le caractère unanime et universel de la réprobation qui stigmatisait l'odieux assassin, l'orateur a signalé ce fait bien caractéristique et consolant que c'est surtout chez les travailleurs, chez les prolétaires honnêtes que l'indignation se manifeste irrésistible et sans réserves. On a vu en cette circonstance que les sentiments de solidarité ne sont pas une vaine formule pour les hommes de cœur qui sont partout en majorité et qu'il y a au dessus des passions viles et des cupidités sordides des convictions généreuses contre lesquelles restera impuissante la conspiration anarchiste.

Monsieur le docteur Rappaz, à son tour, dans une allocution justement applaudie, s'est fait l'interprète éloquent des sentiments de ses concitoyens et des étrangers qui ont fait leur, naguère, le deuil de la France et qui l'accompagnent dans ses regrets aussi bien que dans ses espérances.

Pour le docteur Rappaz, il est évident que le poignard qui mit fin aux jours de Carnot frappa aussi d'un coup mortel l'anarchie elle-même.

Une charmante enfant, mademoiselle Belloc, tenant en main le drapeau français, a dit ensuite, avec une grâce parfaite, quelques strophes de la Marseillaise.

Le jeune Lochaupé a récité à son tour un sonnet de circonstance.

Il était dix heures et demi quand, après une quête au profit de la Société de Bienfaisance, que monsier le ministre de France a bien voulu patronner dans une improvisation des plus heureuses, l'assistance s'est séparée.

Tous en ont emporté la satisfaction d'un devoir accompli et se sont retirés le cœur rempli de saines et patriotiques émotions.

C'est une soirée bien employée et le cercle démocratique s'est montré digne en cette circonstance du vocabulaire qu'il a inscrit sur son frontispice.

Nous en félicitons bien sincèrement son président M. Daré, ses collègues du bureau, et tous les adhérents du cercle.

Leur exemple ne peut que stimuler de loables émulations. Ce sera tout profit pour notre collectivité et pour les œuvres françaises de cette capitale.

tion la question de la représentation commerciale de la France à l'étranger et de la réforme des Consuls.

Cette question n'est pas neuve pour vous. Vous l'avez examinée déjà en 1897 et elle a fait alors l'objet d'un très intéressant rapport de l'un de nos collègues, membre de notre Conseil, M. Gorinfort, qui l'a traité avec toute la compétence et toute l'autorité de sa grande expérience industrielle et commerciale. Aussi, n'êtes-vous pas surpris de voir tout à la fois et l'importance que vous attachez à cette question et votre déférence pour l'un des membres de notre représentation nationale, auriez-vous pu vous borner, en réponse aux interrogations de M. le Député Doumer, à vous en référer au rapport et bien étudié et si complet de notre collègue.

Ce n'est pas en France seulement que cette question reste à l'ordre du jour et que le monde industriel et commercial, espère qu'une organisation nouvelle et meilleure de la représentation commerciale du pays à l'étranger pourra l'aider à multiplier ses débouchés et à augmenter son exportation.

La même question est, comme vous le savez, agitée, depuis longtemps déjà, dans le pays où nous vivons, en Belgique, et tout récemment encore elle y faisait l'objet d'une discussion approfondie au sein du Conseil supérieur de l'industrie et du Commerce.

Il ne sera certes pas sans intérêt de signaler à ceux qui s'occupent spécialement de cette question en France, cette discussion au cours de laquelle des négociants et des industriels des plus considérables et des fonctionnaires des plus compétents ont exprimé leurs vues sur ce sujet. Quelles que soient les situations soient loin d'être identiques, nos agents ayant pour la plupart à remplir une mission politique et diplomatique que dont les représentants de la Belgique n'ont guère à se préoccuper, je crois utile de reproduire en note à la fin de mon travail, le rapport, d'ailleurs très-concis de la commission spéciale chargée, par le Conseil supérieur de l'industrie et du Commerce de Belgique, de l'étude de cette question.

De l'examen auquel vous vous êtes livré en 1897 et du rapport de M. Gorinfort, il ressortait déjà que, à votre avis, l'organisation actuelle de nos Consuls est, au point de vue commercial, loin d'être parfaite et que, d'une manière générale au moins, les représentants de la France à l'étranger ne rendent pas à l'industrie et au commerce français tous les services que ceux-ci en pourraient attendre.

Disons toutefois et tout de suite que, à raison de notre situation de commerçant ou d'industriel établis en Belgique, situation qui nous met plus souvent en rapport avec le personnel des Consuls Belges qu'avec celui des Consuls français, nous ne sommes guère à même de nous prononcer de science personnelle sur la valeur des services qui peuvent rendre au commerce et à l'industrie de notre patrie ses représentants à l'étranger ni, par conséquent, de répondre avec quelque précision aux questions que M. le Député rapporteur Doumer, nous a fait l'honneur de nous poser.

Voire rapporteur sur tout, messieurs, manque de l'expérience personnelle nécessaire pour répondre à ces questions en sérieuses connaissances de cause et il se reprocherait d'incriminer à la légère un personnel et une organisation dont il n'a eu l'occasion d'apprécier par lui-même ni les qualités ni les défauts.

Nous ne pouvons donc exprimer sur ces questions que des vues générales et en quelque sorte de principe et, en réponse à la 2^e question de M. Doumer, dira que, à notre sentiment, nos représentants à l'étranger sont, en général trop exclusivement préoccupés de leur mission politique et diplomatique et ne se soucient point-être pas toujours assez de leur rôle en apparence plus modeste et moins noble, mais en réalité plus utile et plus important, d'auxiliaires, de pionniers du commerce et de l'industrie nationales.

En présence des plaintes aux quelles donne lieu l'organisation actuelle de la représentation commerciale et industrielle de la France à l'étranger on est nécessairement amené à se demander si le personnel de nos Légations et de nos Consuls est suffisamment pénétré de ses obligations à l'égard et la réponse semble devoir être plutôt négative qu'affirmative.

On se demande aussi si notre Administration centrale des affaires étrangères a elle-même l'entière conscience de devoir lui incombe de procurer au commerce et à l'industrie françaises tous les renseignements utiles au développement de leurs débouchés.

D'excellents esprits, des hommes d'une haute et spéciale compétence croient, en effet, que l'Administration centrale peut exercer une influence considérable sur les services à rendre au commerce et à l'industrie d'un pays par le personnel de ses Légations et de ses Consuls.

Je ne puis résister au désir de citer sur ce point l'avis de l'honorable M. Capelle, Directeur du Commerce et des Consuls au Ministère des Affaires Étrangères à Bruxelles. Ce très distingué fonctionnaire qui a pris une part prépondérante aux discussions du Conseil supérieur de l'industrie et du Commerce de Belgique sur la question du recrutement du personnel consulaire s'exprime ainsi: «Il y a, pour diriger l'armée consulaire, l'Administration centrale des Affaires étrangères: celle-ci, centralisant les informations recueillies dans tous les pays étrangers d'une part et dans toutes les parties de la Belgique, d'autre part, est, semble-t-il, en situation de remplir efficacement la mission de direction et de surveillance qui lui incombe. Je n'hésite pas à déclarer que c'est l'Administration centrale qui est responsable de la manière dont les Consuls s'acquittent de leur mandat».

Si donc le personnel des Légations et des Consuls ne rend pas au commerce et à l'industrie françaises des services appréciables et suffisants, c'est à l'Administration centrale qu'il faudrait en faire remonter la responsabilité et c'est là peut-être et avant tout qu'il faudrait une organisation à modifier, des réformes à opérer.

Mais, ceux qui se plaignent de l'organisation actuelle de la représentation commerciale de la France à l'étranger ne se font pas illusion sur les résultats possibles d'une réforme de cette organisation, soit dans les Légations et Consuls par la création, entre autres, d'attachés commerciaux, soit peut-être dans l'Administration centrale, elle-même par l'organisation de directions embrassant chacune l'industrie et le commerce d'une région déterminée de la France et chargées de demander à nos agents à l'étranger et de centraliser tous

les renseignements utiles au commerce et à l'industrie de cette région.

Il ne faut pas se le dissimuler et nous avons le devoir de le dire à nos compatriotes, nous qui vivons à l'étranger, nous qui sommes placés qu'eux pour juger des effets de la politique économique, que, par suite de l'aveuglement de quelques intérêts égoïstes et d'une fatale aberration du plus grand nombre, prévalent en France depuis quelques années, il ne faut pas se dissimuler du reste, que, par suite précisément de cette déplorable politique économique, la mission des représentants de la France à l'étranger est, au point de vue commercial, loin d'être facile.

Il est évidemment, plus que malaisé de persuader aux étrangers d'acheter les produits d'un pays qui, lui-même, ne s'applique qu'à former ses frontières et à vouloir abriter son industrie derrière une muraille chinoise de droits protecteurs et souvent prohibitifs.

Et nous savons tous ce que valent à la longue ces protections à l'abri desquelles l'industrie d'un pays s'endort pendant quelques années dans une trompeuse sécurité pour se réveiller un jour battue, écrasée dans son propre pays par ses rivaux étrangers; ceux-ci, stimulés par les nécessités de la concurrence, se sont livrés dans l'intervalle à améliorer leurs moyens de production et par ce labour opiniâtre qui triomphe de toutes les difficultés, sont parvenus quand même à franchir les barrières élevées contre eux au profit de quelques-uns et au détriment du très grand nombre.

Au risque d'être un peu plus long que je ne l'aurais voulu, je citerai à ce point pour l'édification de nos compatriotes l'avis d'un économiste belge distingué, M. Louis Srauss qui a passé par la carrière consulaire et qui, chef d'une importante maison, d'Anvers, possède dans les questions de commerce et d'exportation une particulière compétence.

Au cours de la discussion au Conseil supérieur de l'industrie et du Commerce de Belgique, sur la réorganisation du service consulaire, M. Louis Srauss a dit:

«Il est évident que la France, alors même qu'elle posséderait l'organisation consulaire la plus parfaite, ne pourrait rivaliser au point de vue de ses exportations avec, un autre pays aussi bien outillé mais possédant des lois économiques meilleures».

«La Suisse, par exemple, n'a pas de consuls de carrière, mais joint à un régime économique libéral, il est certain qu'elle a une supériorité sur la France en ce qui concerne l'importance des exportations».

Ceci n'est plus une question consulaire, c'est tout simplement une question économique.

Je ne commenterais cet avis à bon en; pour que par une brève citation latine: «Fas est ab hoste doceri», ne soit étonné devant, je l'espère du moins, s'entendant ici dans son acception latine de l'étranger et non pas d'ennemi.

Que nos compatriotes s'habituent plutôt de cet enseignement d'un étranger exporté un la matière.

Il faut avoir le courage de le dire aussi, ce n'est pas tant dans une réforme quelconque de notre organisation consulaire qu'il faut chercher l'extension de nos débouchés à l'étranger que dans le développement de nos relations commerciales.

Ce qui fait les succès commerciaux des Allemands et des Anglais, c'est la facilité avec laquelle leurs yuans gens s'exportent et vont fonder dans le monde entier des maisons d'importation, des dépôts, c'est aussi la connaissance sérieuse qu'ils ont des langues étrangères, c'est un motif leur activité commerciale qui fait que leurs agents sont répandus dans l'univers entier.

Pour en revenir à l'institution projetée d'attachés commerciaux auprès des Légations, institution sur l'opportunité de laquelle M. Doumer nous a fait l'honneur de nous consulter, nous pouvons dire, sans vanité comme aussi sans fausse modestie, que la création de semblables postes serait superflue et gravement inutilement le budget partiel où l'importance de la colonie française permet l'institution de Chambres de Commerce Française. Celles-ci, composées de négociants et d'industriels établis dans le pays, connaissant la langue que l'on y parle et toutes les affaires que l'on y traite, sont mieux que n'importe quel agent - et quel qu'il soit - un homme en contact avec la preuve, à même de rendre au Commerce et à l'Industrie de la mère-patrie tous les services que l'on pourrait espérer des attachés commerciaux qu'il s'agirait de créer.

Partout ailleurs cette institution ne se pourrait justifier que pour autant que le personnel ordinaire du Consulat, absorbé par d'autres soins, manquant absolument du temps nécessaire pour s'occuper des questions commerciales.

Relisons-le, d'ailleurs, pour nous résumer et pour conclure, ce n'est pas dans une modification quelconque de notre organisation consulaire que l'industrie française pourra trouver un moyen sérieux et efficace de développer ses débouchés. L'Office, en cette matière, d'un Consul ou d'un attaché commercial, aura toujours forcément restreint, et ce sera une pure illusion que de croire que les rouages et les industriels d'un pays pourront jamais, grâce à leurs consuls, se dispenser d'envoyer à l'étranger des voyageurs, des représentants, s'y établir des agences.

Ce qu'il faut pour développer le commerce de la France, c'est qu'elle revienne d'abord à une politique économique moins barbare, qu'elle même commerce par ne plus fermer ses frontières aux peuples auxquels elle veut offrir ses produits; que ses jeunes gens apprennent les langues parlées par ces peuples, qu'ils acquièrent l'esprit d'entreprise, la colonisation, mais de la colonisation par l'échange, par le commerce et non par la poudre et par le sabre!

Et alors, la question de la réorganisation des Consuls apparaît comme aussi accessoire au point de vue commercial qu'elle l'est réellement, et l'on ne verra plus, comme on l'a vu en 1870 dans les colonies françaises, des comptoirs, dont, à défaut sans doute de Français, consentant à s'expatrier, le personnel tout entier, Directeur compris, se composait d'Allemands qui viciaient des coupes de champagne en signe de réjouissance, à la nouvelle des ruines de pays dont ils représentaient au loin la plus grande institution financière, la Banque de France.

Binche, le 10 Décembre 1891.

Emile Cateleau, Rapporteur, Valère Mabilly, Président.

A. Robin, Secrétaire de la Chambre.

LAURENCEAU DU 2111111111

EDOUARD VAEZA OCAMPO
INGÉNIEUR CIVIL
Alfred Massué
ARCHITECTE
Ont ouvert leur Bureau et offrent leurs services professionnels au public.
184 BUENOS AIRES 184
MONTEVIDEO

Le Service de la Relégation

Le ministre des colonies vient d'adresser au président de la République un rapport sur la marche générale du service de la relégation pendant le cours des années 1893, 1894 et 1895. Il fut en extraire quelques chiffres intéressants, quoique venant un peu tardivement, comme toujours, quand il s'agit de statistiques officielles.

Le nombre varie dans les cinq années entre 1.931 pour la plus forte et 1.035 pour la plus faible année, 1895. Si on déduit les condamnations prononcées contre les individus qui ont été transportés en Guyane ou en Calédonie, il reste 6.568 relégués ayant été condamnés à la réclusion ou à l'emprisonnement; sur ce nombre 3.997 ont été dirigés sur la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, 2.571 pour la Guyane et 1.700 pour la Nouvelle-Calédonie.

Si l'état sanitaire le rapport contient les indications suivantes: A la Guyane, du 1^{er} janvier 1893 au 31 décembre 1895, le nombre des décès s'est élevé à 662, savoir: 122 en 1893, 101 en 1894, 139 en 1895, dont 1 par accident, 1 en 1893, 3 en 1894 et 8 en 1895; 316 en 1893, dont 1 accident et 3 suicides; 221 en 1894, dont 1 accident et 3 suicides. En faisant de côté les décès par accidents, la proportion pour 100 décès: En 1893 9,87 %, en 1894 20,47 %, en 1895 12,78 %. Cette forte proportion de mortalité tient à deux causes: l'état de santé des relégués usés par les excès de toute nature, et la période d'acclimatation en Guyane qui se traduit toujours par un accroissement de mortalité.

A la Nouvelle-Calédonie, du 1^{er} janvier 1893 au 31 décembre 1895, le nombre des décès s'est élevé à 93, savoir: 21 en 1893, 21 en 1894, 51 en 1895, dont 1 par accident; 21 en 1893, 3 par suicide. En faisant de côté les décès par accident, la proportion pour 100 décès: en 1893, 1,09 0/0, en 1894 3,29 0/0. L'état sanitaire est donc resté excellent en Nouvelle-Calédonie et si l'année 1893 a été moins favorable à cet égard, il faut attribuer cet accroissement de mortalité à une épidémie de dysentérie qui a fait dans le cours de cette année 19 victimes.

Si du chiffre total des récidivistes condamnés (5.569), on déduit les individus embarqués (3.997) il devrait rester en France 2.569 relégués au 31 décembre 1895, ou plutôt 2.310, car 259 étaient morts pendant la période quinquennale. En dehors des embarqués ou de ceux qui s'étaient fait leur embarquement, en 1895, le quart environ des condamnés, subissaient leur peine principale, 6 % ont été graciés, 0,6 % ont été admis à la libération conditionnelle, 1 % ont obtenu des dispenses de départ, 4 % sont décédés en France.

Le nombre des punitions infligées à la Guyane pendant les années 1893, 1894 et 1895 s'est élevé à 1.811 pour les motifs ci-après: paresse, mauvaise volonté au travail, 521; délit d'argent, jeu, trafic, 371; ivresse, 320; larcins et vols, 183; refus de travail, 169.

A la Nouvelle-Calédonie, le nombre des punitions a atteint le chiffre de 4.693. En voici les motifs: paresse, mauvaise volonté au travail, 1.128; inconvenances, insolences, rixes, 1.016; ivresse, colportage de boisons, 297; délit d'argent, trafic, jeu, 92; larcins et vols, 135; absences illégales, tentatives d'évasion, 182; autres infractions aux règlements, 33.

Le rapport fait remarquer qu'à la Nouvelle-Calédonie l'Etat a dû, comme à l'habitude, au début plus rigoureuse qu'à la Guyane, parce qu'il a l'administration semblait considérer la relégation comme un simple Internement, tandis qu'à la Nouvelle-Calédonie, on avait réagi immédiatement contre l'esprit d'indiscipline des récidivistes qui, sous le climat plus exaltant de notre possession du Pacifique, s'étaient manifestés d'une façon plus vive.

A la Guyane, 633 relégués ont tenté de s'évader; 491 ont été repris; il en reste donc 182 à l'état d'évasion. A la Nouvelle-Calédonie où les évasions sont particulièrement difficiles, 281 relégués ont tenté de s'évader, 183 ont été repris, 73 restent à l'état d'évasion; la plupart errent dans la brousse et seront tôt ou tard repris. Les essais de relégation individuelle ont été nombreux, 17 à la Guyane et 11 à la Nouvelle-Calédonie, n'ont donné que des résultats peu satisfaisants: la plupart des admissions ont dû être retirées, le bénéficiaire ayant mal répondu à la bienveillance de l'administration.

Quant aux travaux exécutés et dont le rapport contient une énumération détaillée, les relégués ont fait un effort considérable, mais les résultats n'ont pas été infiniment meilleurs; ils ont laissé à désirer, d'abord parce qu'il faut lutter contre la paresse innée d'individus qui, depuis longtemps, ont perdu l'habitude du travail et que, d'ailleurs, les considèrent la relégation comme une sorte d'internement pendant lequel ils sont maîtres de vivre à leur guise et sans être soumis à aucune discipline. Ensuite, si l'on veut tirer parti de la main-d'œuvre des relégués, il est indispensable de constituer des dépôts de préparation, soit en France, soit en Corse ou en Algérie, où ceux-ci, ayant leur embarquement, seront initiés aux exigences de l'existence nouvelle qui leur est imposée par la loi et striale, sous la surveillance de contramaitres habiles, à un apprentissage d'une certaine durée.

Notons, le ministre le constate, que le relégation paraît de plus en plus convaincu que la relégation aux colonies est une véritable peine; il commence à envisager d'une tout autre façon sa transportation dans nos possessions d'outre-mer; il est, aujourd'hui, qu'il sera

Grande Reduccion de Prix

COMPAGNIE TELEGRAPHIQUE

WESTERN AND BRAZILIAN

VIA MADERE

La public est avisé que la Compagnie vient de réduire ses prix (20 o/o environ) pour les pays suivants:

	Le mot
Grande Bretagne et Allemagne.	\$ 1.13
Autriche, Hongrie, Danemark.	1.15
Belgique, Luxembourg et Suisse.	1.12
Rosnie, Herzégovine, Roumanie, Serbie, Suède et Norvège.	1.17
Bulgarie et Grèce.	1.19
Espagne et Gibraltar.	1.06
France.	1.10
Italie et Hollande.	1.14
Portugal.	1.03
Russie.	1.21
Turquie.	1.18

Pour plus amples informations s'adresser à CERRITO 163 John Oldham. Gérant.

Restaurant de Provence

TENU PAR

Auguste Gebelin

GRANDES COMMODITÉS POUR VOYAGEURS

On prend des pensionnaires à prix très modérés.

Nourriture et logement 1 piastre 20 par jour.

Salons pour familles—On porte à domicile.

A côté du Palais du gouvernement, à portée de tous les tramways, près du Théâtre Solis.

Ciudadela 148-150, 152 et 154

AUX LIENS DES NATIONS

Fabrique spéciale de Malles et articles de voyage de L. MOHREY

207—CALLE 25 DE MAYO—207

Especialidad en Botes de cuero, Malles de secreto

Ballas de viaje, montabombas, L. hace sobre medida cualquier pedazo de trabajo y termina el ramo de maletas y baúles, surtido por mayor y menor.

PRECIOS FUMAMENTE MODICOS

Lo vin de la récolte de 1891 est en vente depuis le 15 courant, au dépôt de la société, San José 210 et Plaza Cagancha 55 aux prix suivants:

La douzaine de litres..... \$ 2.16

Id de bouteilles..... \$ 1.80

En damejeannes le litre..... \$ 0.16

Lo vin est garanti absolument pur et produit naturel du raisin.

Livraison à domicile

Téléfono Montevideo núm. 2225.

G. WORMS

CHIRURGIEN DENTISTE FRANÇAIS

OPERATIONS SANS DOULEUR

EXTRACTIONS, AURIFICATIONS, OBTURATIONS

Poss de dents artificielles par tous systèmes

Consultations de 9 h du matin à 5 h. du soir

25 de Mayo 462

Entre Juncal et Ciudadela

Marie Lopez

ACHETEUSE D'ARTICLES DE MODES

Est prête de passer pour affaire qui la concerne rue San José 100a maison de modes et nouveautés pour chapeaux et capotes de dames et enfants.

Atelier à la maison. (Téléphone Uruguay).

La maison vient de recevoir un grand assortiment d'articles pour la saison d'hiver.

J. S. Gontharel.

SAN JOSE 100B

BAÑOS DEL TEMPLO

DE AUGUSTO GEBELIN

20—CANELONES—20

Casa especial para baños de todas clases

SERVICIO ESMERADO

Precios sumamente módicos. Baños fríos o calientes sin ropas, 0.24 cts., id con ropa 0.30 cts. Puede visitarse el Establecimiento.

—Quel entêté! Lève-toi, puisque je te le dis!

—J'obéis, mamant! tu es la maîtresse!

Le cadet se leva.

Il s'assit sur une chaise qu'Olivier avait approchée de la table.

—Là! Maintenant, tu ferais mieux de diner dit Norine.

—Ca, mamant! c'est jugé! Pas possible. Sauveur ne mangera du pain que quand il l'aura gagné! Vous m'écoutez, hein?

—Où!

—Tu écoutes, aussi Olivier?

—J'écoute!

—Voilà la chose! Vous verrez que, dans l'affaire, la vraie canaille, ça n'est pas Sauveur, malgré les apparences!

J'étais donc content de moi, ce matin, j'avais fait une bonne pêche.

Depuis huit jours, guignoni! La roue tourne la veine revient! Ouf, bonne pêche.

On était allé loin, ça avait été dur: la mer roulait, que c'en était une bénédiction!

Beau temps, pourtant! mais des vagues grosses comme cette maison!

On avait donc peiné! Ça ne faisait rien! On est solide, et on la connaît, la méchante, qui est si belle et qui grondait, sous l'esquif, qu'elle faisait valser, histoire de nous embêter, parce qu'on lui déchirait sa robe verte, avec nos engins!

Après déjeuner, comme il fallait aller chercher la paie, j'ai dit à mamant:

—Je serai Je reviendrai tout à l'heure!

J'avais un fillet à raccommoder.

Il y avait un beau soleil. Ça faisait du bien! J'ai marché longtemps et, je ne sais pas, comment je me suis trouvé sur le cours Bolsunco, devant cette boutique. Vous savez bien ce que je veux dire!

—La boutique de la petite Mercédès, la fleuriste dit Norine. Tu es allé la voir?

—Où!

—Encore!

—Toujours!

—A quel bon?

—Pour la voir!

—Puisqu'elle ne t'aime pas, puisqu'elle ne t'aimera jamais!

—Qui sait?

—Elle te l'a dit!

—Ca m'est égal!

—Elle se moque de toi!

—Possible! Sûr, même!

—Eh! bien?

—J'espère!

Norine secoua la tête.

Olivier, debout, près du buffet—rêveur, encore plus attristé, regardait cette scène.

Sauveur, un peu dégrisé, semblait-il—reprit:

—Où! Je suis bête, je le sais bien!

Et il ajouta, d'une voix forte, les yeux mouillés—ce qui attendait la mère davantage encore:

—Qu'est-ce que tu veux, que j'y fasse, C'est plus fort que moi: je l'aime la coquette! et je ne peux pas me passer de la voir!

LYCÉE CARNOT

RUE CONVENCIÓN Num. 85—Montevideo

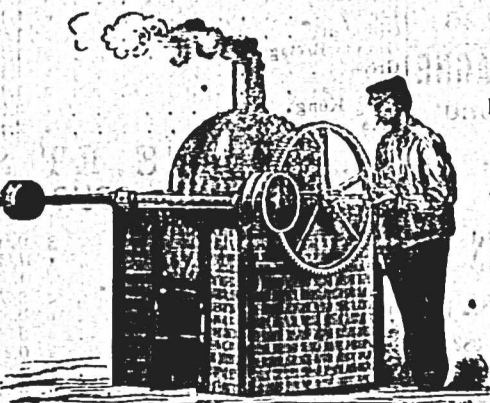
Enseignement Primaire Supérieur; Enseignement Commercial, divisé en deux années; Enseignement Universitaire.

Tous les cours se font simultanément en Français et en Espagnol.

Consulter les programmes détaillés, qui sont à la disposition du public, soit au Bureau de l'UNION FRANÇAISE, soit au LYCÉE CARNOT.

DOS AMERICANOS

196---ARAPEY---196



ELABORACION DE CAFE A VAPOR

TORREFACCION DE CAFE

OR EL AIRE CONCENTRADO

VENTAS POR MAYOR Y MENOR

Especialidad en cafés finos

PARA FAMILIAS

ECONOMIA DE UN 25 %

113 ---CALLE ARAPEY---196

MONTEVIDEO

Teléfono «Montevideo» número 10.

AUX ARMES DE PARIS

SOMBRERERIA

Por Mayor y Menor

DE R. RAMA

Fabrica de sombreros sobre medida, últimas novedades. Sombreros de todas clases para hombres y niños. Artículos Especiales. Camisas, cuellos, puños, corbates, bastones, pa-raguas, etc. Único agente de los acreditados sombreros Lincoln y Ca. y guantes Dents Alcroft y Ca.

CALLE 25 DE MAYO 243 ESQUINA MISIONES

MONTEVIDEO

PAYSANDU Y SALTO

TAPISSERIE DE PARIS

DE

ANGEL PANIGATTI

Maison unique dans son genre. Se charge spécialement de la coupe et de la pose de Rideaux, Galeries, tentures etc., etc. D'après les derniers genres Européens. Se charge du montage de Broderies sur n'importe quel travail de fantaisie. Se charge également de toute espèce de réparation concernant la Tapisserie.—Travail garanti Prix sans concurrence.

199—Calle 25 de Mayo—199

THE STANDARD LIFE

GRANDE COMPAGNIE BRITANNIQUE D'ASSURANCES SUR LA VIE

Une des plus anciennes, libérales et importantes du monde

UNIQUE DANS LA REPUBLIQUE ORIENTALE

Avec un Directoire local qui délivre des polices sans retard et aux taux d'Europe.

Avant de s'assurer, demander des informations à

B. LORENZO HILL—Gérante

181—Calle Ituzainro 181—Plaza Matriz

GRAND HOTEL du PARC GIOT

Propriété de Monsieur GIOT.

A VILLA COLON

Tenu par M. Luis Brave

On avise le public qu'à la gare Centrale, on délivrera billets de 1re classe, aller et retour avec droit au déjeuner ou diner pour \$ 1.30 chaque billet.

Les enfants de 3 à 10 ans paieront demi-billet.

Le tramway de l'Hôtel fait expressément le service des voyageurs gratuits.

P. S. N. C.

PACIFIC STEAM NAVIGATION COMPANY

Linea quincenal de vapores entre Liverpool.

Rio de la Plata y el Pacifico

Salidas sujetas a modificacion

EL VAPOR PAQUETE INOLEX

BRITANNIA

Capitan: H. HAYES

Saldrá el 6 de Julio de 1895

PARA

Rio Janeiro, Lisboa, VIGO

La Pallice, (La Rochelle) Plymouth y Liverpool

GRAN REBAJA EN LA TARIFA DE PASAJES

PASAJES A VIGO EN 3 CLASE \$ 30 ORO LIBRE DE GASTOS DE CUARENTENA

A bordo de todos los vapores se sirve vino de mesa gratis a los pasajeros

Durante la estacion de cuarentena para las procedencias del Brasil, la compañía despachará mensualmente un vapor directamente desde Europa para el Rio de la Plata.

La Compañía expide pasajes para:

Vigo,
Carril,
Coruña,
Ferrol.

Rivadeo,
Gijón,
Santander,
Bilbao.

Todos los vapores llevan médico y mucaña, están iluminados a luz eléctrica y provistos de todas las mejoras modernas para la comodidad de los pasajeros.

WILSON, SONS & Co. LIMITED

AGENTES

MONTEVIDEO

Calle 25 de Mayo 214

BUENOS AIRES

Reconquista 365

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco y San

Vicente C. V.

Banque Française--L. B. Supervielle

232--RUE 25 DE MAYO--234

AGENCE A BUENOS AIRES: RUE PIEDAD 309--311

La Banque émet des traites à terme, à vue et télégraphiques, sur toutes les places d'Europe

Sur Buenos Ayres, Rosario, Rio de Janeiro, et ports du Brésil.

Service spécial par la poste sur tous les points de France, Italie, et Espagne. Vente et achat de billets de Banque Argentine, Brésiliens, Français, Anglais et de la Banque Nationale.

LA BANQUE: Émet des lettres de crédit, achète et vend toute classe de fonds publics, titres, cédés, etc., et les reçoit en dépôt pour l'encaissement des coupons et dividendes

fait des avances sur tous les fonds cotés à la Bourse.

Service Télégraphique spécial

FIL DIRECT ENTRE

Montevideo et Buenos Aires

Achat et vente d'or et de titres

Paiements et encaissements sur les deux places

Et toutes opérations de Banque

La Banque est ouverte les jours fériés de 9 h. à 1

du matin.

GRANDS VINS DE CHAMPAGNE

VICTOR TUOT & Co.

REIMS

Unicos representantes en las Repúblicas Oriental

y Argentina, A. Beduchaud é hijos, calle Ciudadela

esquina Paraná. Depósito para venta por Mayor y

Menor, PABLO BEISSO, calle Uruguay números

16 y 18.

Quand on est prie, ça tient le grappin...

a mordu sur moi!

Je cherche à me décrocher, je t'en fiche: je me déchirerais le corps par morceaux si je tentais d'arracher les crocs de fer qui sont fixés à mon cœur.

Elle, et la mer—je les adore! Aussi belles l'une que l'autre, aussi coquilles—et aussi fausses! Non! La fille est la plus mauvaise!

Il courba la tête, et, farouche, il gronda:

—Si l'une m'a fait trop souffrir, l'autre me recevra! Elle me bercera!

Il sourit, et, faisant le geste d'une mère qui berce son enfant, il chanta doucement:

Do... do... l'enfant do...

L'enfant dormira bientôt!

Puis, un instant silencieux.

—Elle me roulera dans ses flots, mortel pour suivit-il.

Et, ricanant, il dit encore:

—Comme ça, elles m'auront «croqués» toutes les deux, les gueuses!

Il éclata de rire, d'un rire rauque, d'un rire qui faisait mal.

Norine, épouvantée, frissonna.

—Tu es un mauvais fillet! s'écria-t-elle, éperdue. Tu m'as toujours fait souffrir! C'est toi, toi seul, qui es cause de tous nos malheurs!

Maudit soit le jour où je t'ai donné la vie!

L'ivrogne regarda sa mère, subitement intimidée.

—Abi fit-il, canaille! Canaille! Sauveur! Canaille! Mauvais fillet! Maman! l'a dit: «Mauvais fillet... Mauvais fillet...»

Pour la deuxième fois, Olivier intervint...

Cette scène douloureuse faisait de la peine à Norine.

Alions, Sauveur, dit-il, d'une voix forte. Rentrez! Je le veux! Encore une fois, c'est assez! Demain, tu regretteras d'avoir tant fait souffrir notre mère!

Cadet Mouraille répliqua:

—Est-ce que je ne souffre pas, moi? Tout le monde souffre! Toi, tu fais exception à la règle; ça se comprend, tu n'aimes pas, toi!

Si tu aimes jamais, tu verras ce que c'est! Tu comprendras!

Tiens, imagine qu'en te prenant le cœur avec des tenailles rouges à blanc, et qu'on le serre, encore et toujours!

A suivre.